

La Garde nationale en révolutions

Mathilde LARRERE

La Garde nationale, créée le 13 juillet 1789, a traversé presque tout le XIX^e siècle. Est-elle la mémoire de la Révolution, l'incarnation des intérêts supérieurs de la Nation, un instrument aux mains de la bourgeoisie ? Retour sur une institution disputée tant par l'émeute que par le pouvoir.

Recensé : Roger Dupuy, *La Garde nationale, 1789 – 1871*, Paris, coll. « Folio histoire inédit », 2010, 603 p., 11, 50 €.

La Garde nationale ne se prête guère à la synthèse. Créée au début de la Révolution française, elle est une force de l'ordre, essentiellement chargée de la tranquillité publique, armée et en uniforme, mais non soldée, non professionnelle, et sous autorité civile. Sur le siècle de son existence (1789-1871), elle a connu des flux et des reflux, des organisations différentes selon les régimes, parfois d'un côté de la barricade, parfois de l'autre, ouvrant ou fermant ses rangs aux ouvriers et paysans, centrale ou marginale dans la vie politique. Louis Girard s'y était heureusement tenté, et son ouvrage reste une référence, mais il exclut la Révolution française et interroge essentiellement la garde dans ses rapports à l'État, au pouvoir central¹. Georges Carrot, plus récemment, laisse une somme utile pour connaître les évolutions de l'organisation, son fonctionnement, dans une approche d'histoire du droit et des institutions². Un colloque en 2005 apportait la nuance nécessaire que permet l'approche plus locale, plus sociale, enrichissant nombre des questionnements esquissés ; mais il faisait surtout la part belle à la Révolution française (sur trois journées de colloque, seule une demi-

¹ Louis Girard, *La Garde nationale (1814-1871)*, Paris, Plon, 1954.

² Georges Carrot, *La Garde nationale, 1789-1871. Une force politique ambiguë*, Paris, L'Harmattan, 2001.

journée abordait le XIX^e siècle) et avait les défauts du genre (pointillisme, zones d'ombre)³. L'ouvrage de Roger Dupuy, professeur émérite à l'Université de Rennes II et grand spécialiste de la Révolution française, offre donc la première synthèse, sur le siècle, de l'histoire de la Garde.

Une institution citoyenne et bourgeoise

Le 13 juillet 1789, les bourgeois de Paris créaient une « garde nationale », chargée tout à la fois de contenir l'émeute populaire et de protéger la ville encerclée par les troupes du roi. Le 14 juillet, la garde, qui venait d'adopter une nouvelle cocarde bleu-blanc-rouge, participe à la prise de la Bastille. Ce glorieux baptême lui confère une aura révolutionnaire qu'elle gardera tout le siècle. L'institution perdure sous tous les régimes, mais en prenant des formes variables : milice bourgeoise d'ordre public par moments (1789-1792, Restauration et Monarchie de Juillet, Second Empire), garde citoyenne, populaire et démocratique à d'autres (1793, 1848).

À la veille du siège de Paris, en 1870, la Garde est moribonde, étonnante survivance qu'on ne réunit que pour quelques solennités. Mais la guerre et les souvenirs de la levée en masse de la Révolution Française lui redonnent vie. Dans le Paris assiégé, 190 bataillons s'organisent, s'arment et rassemblent 300 000 hommes. Or, avec la paix, ils ne sont ni dissous, ni désarmés. Pendant les 72 jours de la Commune, les gardes nationaux, qu'on appelle alors les Fédérés, défendent la ville contre les Versaillais. Née de la première révolution du grand XIX^e siècle, la Garde nationale meurt après la dernière : l'Assemblée conservatrice aura à cœur de supprimer définitivement cette institution par trop révolutionnaire et dangereuse. En juillet 1871, la Garde est dissoute.

En dépit de cette longue histoire, l'ouvrage est déséquilibré en faveur de la Révolution française – ce qui ne saurait surprendre de la part de l'un des ses principaux historiens. S'agissant du XIX^e siècle, Roger Dupuy porte surtout son attention sur les saillants de l'histoire de la milice, sur ses temps de réveil, quand l'enthousiasme citoyen gonfle les effectifs et motive le service, soit, exception faite des années 1814-1816, les temps des révolutions de Juillet, de 1848 et enfin de la Commune. En conséquence, cela l'empêche un peu de comprendre comment et pourquoi perdure une institution révolutionnaire une fois la

³ Serge Bianchi et Roger Dupuy (dir.), *La Garde nationale entre nation et peuple en armes, Mythes et réalités (1789-1871)*, Rennes, PUR, 2006.

Révolution achevée, et de saisir, derrière l'impression de mise en sommeil, les raisons du maintien d'une institution citoyenne et bourgeoise.

Mais c'est surtout parce ce qui intéresse l'auteur est avant tout de comprendre les révolutions, de « compléter, écrit-il, les connaissances sur l'alchimie sociale de l'insurrection révolutionnaire », ce dont la Garde se révèle un parfait observatoire, puisque ses bataillons rassemblent toutes les classes sociales, tous les métiers et toutes les opinions. Qui plus est, dans ce siècle où chaque révolution cite les précédentes, pour s'en légitimer, se définir, se justifier dans la continuité comme dans le dépassement, le maintien de l'institution née le 13 juillet 1789 et qui se réveille à chaque révolution du siècle est l'occasion d'étudier les passeurs de mémoires, de gestes, de rituels, d'expériences révolutionnaires. C'est donc plutôt une histoire de la Garde en révolution(s) que propose Roger Dupuy.

Certes, l'ouvrage aborde les questionnements classiques des histoires de la milice (et des forces de l'ordre en général) : analyse des organisations successives, évolution des effectifs, place de la Garde au regard de l'armée (avec la question centrale de la Garde comme possible réserve), hésitations récurrentes entre deux conceptions de l'institution, force « nationale » au large recrutement et aux missions étendues, ou milice locale, bourgeoise, d'ordre public. Mais l'intéressent bien plus les usages politiques de l'institution.

Il conforte l'idée que la Garde reste, tout au long du siècle, une instance de légitimation politique incontournable. « À la Garde seule il appartient de distinguer une révolution d'une émeute », proclamait le 24 février 1848 le Comité électoral démocratique de la Seine, après que la Garde de Paris eut refusé d'aider Louis-Philippe à se maintenir sur le trône. Il faut voir que la participation de la Garde à la prise de la Bastille lui confère une dimension mythique. Elle devient immédiatement l'incarnation des intérêts fondamentaux de la Nation.

Pour cela, l'attitude de la Garde peut légitimer soit le changement de pouvoir, soit son maintien ; aussi est-elle constamment disputée par l'émeute et le pouvoir. C'est bien toute l'ambiguïté et l'intérêt de cette institution : agent de l'ordre, elle a toujours été potentiellement source de désordre, car elle incarne la limite du monopole par l'État de la violence légitime, ce au nom du droit de résistance à l'oppression. Certes, le suffrage universel à partir de 1848 prive la Garde d'une partie de sa force légitimatrice, mais Roger

Dupuy montre bien la concurrence entre les deux légitimités, en juin 1848 comme pendant la Commune.

Jouer des divisions de la Garde

Or, l'ouvrage le met bien en évidence, la Garde a toujours été divisée. Rien d'étonnant à cela, puisqu'elle assemble des hommes aux opinions multiples. Mais, parce que souvent les hommes suivent leurs officiers, ou quand une majorité l'emporte, ce sont des bataillons entiers qui basculent pour une faction ou pour une autre. Aussi, au lieu de mêler les opinions dans ses rangs, la Garde nationale finit par présenter des corps politiquement cohérents, bataillons radicaux d'un côté, modérés de l'autre. L'histoire de la Garde en révolution(s) devient alors celle des tentatives concurrentes de contrôle de l'institution par les différentes forces politiques, en s'appuyant sur les bataillons qui les soutiennent. Ainsi Lafayette parvient, de 1789 à 1791, à contenir les compagnies les plus radicales grâce aux bataillons les plus modérés. La situation est inversée en 1792 : les bataillons les plus radicaux sont utilisés par le comité insurrectionnel pour réussir, voire légitimer les journées révolutionnaires du 20 juin et du 10 août. Mais, le 9 Thermidor, la minorité activiste échoue cette fois à neutraliser les bataillons modérés et, en dépit de l'appui de compagnies radicales, elle ne parvient pas à sauver Robespierre.

Le travail de Dupuy permet ainsi d'éclairer les saillants de l'histoire révolutionnaire en suivant sur le terrain, parfois heure par heure, comment, à l'aide d'une partie de la Garde qui s'impose à l'autre, se jouent et se renversent les journées révolutionnaires. Surtout, il analyse précisément les solutions institutionnelles utilisées pour instrumentaliser la milice en jouant de ses divisions. Il dépasse ce faisant la litanie parfois pesante des organisations du corps (présence/absence d'un commandant général ; avec/sans compagnies d'élite ; centrée sur le quartier/la circonscription électorale/ déterritorialisée) en les interprétant à juste titre comme autant de moyens de contrôle et d'orientation qui réussissent (et parfois échouent) à faire donner la Garde du côté de l'émeute ou de sa répression, l'enjeu étant bien de s'imposer dans le théâtre majeur de l'expression politique qu'a pu être la rue dans ce long siècle des révolutions.

Un instrument aux mains de la bourgeoisie ?

Au delà de cette analyse précise des divisions de la garde, des stratégies des acteurs concurrents dans la manipulation des hommes et des mythes, Roger Dupuy impose une

lecture en termes de classes, et de l'institution, et de la révolution. Dans son introduction comme dans sa conclusion, il insiste sur le fait que la Garde serait le lieu de rencontre entre la bourgeoisie et les classes populaires – et de fait, même dans les temps de fermeture censitaire du recrutement, le seuil a toujours été suffisamment bas pour inclure les couches supérieures du petit peuple, une composante interclassiste qui explique aussi la force légitimatrice de l'institution. Cette rencontre impliquerait des concessions réciproques, mais fonctionnerait surtout au bénéfice des classes moyennes.

En d'autres termes, et à quelques exceptions près, la Garde nationale serait au XIX^e siècle le moyen utilisée par la bourgeoisie pour assurer son autorité sur les classes populaires, tout en encadrant son association avec elles quand nécessité s'en fait sentir. Cette thèse, pour stimulante qu'elle soit, peine un peu à s'articuler avec les apports du développement qui donne à voir des factions, des opinions et non des classes à l'œuvre dans le contrôle de la Garde et de la rue. Aucune sociologie fine des bataillons de la garde, modérés comme radicaux, ne vient appuyer l'interprétation finale.

Il faut voir que Roger Dupuy ne perd pas de vue le débat historiographique au sein duquel il s'oppose à l'école « révisionniste ». Le chapitre sur les fédérations de 1790, dans lequel il démontre l'ambiguïté d'une dynamique qui donne naissance à des fédérations révolutionnaires comme à des fédérations catholiques et anti-révolutionnaires, est explicitement un coin enfoncé dans l'idée d'une « année heureuse » (François Furet). Son analyse précise et nuancée de la radicalisation de 1792 (soit, tout à la fois, la nouvelle orientation sociale et démocratique de la Révolution, mais aussi le recours croissant à la violence à l'égard des contre-révolutionnaires) est bien là aussi pour rejeter l'idée d'un « dérapage » (Furet).

Il n'y a donc pas, bien sûr, pour Dupuy, de « bonne » puis de « mauvaise » révolution – une « bonne » révolution bourgeoise et une « mauvaise » révolution populaire. Il y a plutôt une alliance toujours renégociée entre la bourgeoisie et les classes populaires, notamment au sein de la Garde nationale, et qui conduit la bourgeoisie, dans le contexte de 1792, à faire des concessions au peuple et à le suivre dans sa lutte contre les calotins, les aristocrates et les accapareurs. Son attention permanente au contexte, à la traduction concrète et protéiforme de cette radicalisation en acte, rejette aussi, évidemment toutes les interprétations de la révolution puis de la Terreur comme idéocratie. Plus inattendu, Roger Dupuy conduit le long

de l'ouvrage une réhabilitation du général Lafayette, commandant récurrent de la milice (1789-1791, puis 1830), à nouveau contre Furet et Gueniffey pour lesquels l'homme n'est qu'un médiocre.

La Garde nationale, 1789-1872 de Roger Dupuy démontre l'intérêt de l'analyse, sur le temps long du siècle, des institutions révolutionnaires, et invite à enrichir l'histoire conceptuelle de la modernisation politique par le regard porté sur les pratiques, les stratégies politique léguées par la Révolution française et retravaillées à chaque révolution.

Publié dans laviedesidees.fr, le 9 mai 2012

© laviedesidees.fr